

**Comité exécutif du  
Programme du Haut-Commissaire**

19 septembre 2022  
Français  
Original : anglais et français

**Soixante-treizième session**  
Genève, 10-14 octobre 2022

---

## **Actualisation sur les programmes globaux**

### **A. Introduction**

Le nombre de personnes contraintes de fuir leur foyer n'a cessé d'augmenter au cours de la dernière décennie et s'est établi actuellement à plus de 100 millions. Dans ce contexte, le HCR a continué à mettre en œuvre ses programmes globaux dans les domaines suivants : moyens d'existence et inclusion économique ; éducation ; sécurité alimentaire ; assistance en espèces ; santé publique, y compris la nutrition et la santé mentale et le soutien psychosocial ; eau, assainissement et hygiène ; abris et zones d'installation ; et énergie et environnement. Le HCR a aussi codirigé le groupe sectoriel mondial des abris et le groupe sectoriel mondial de la coordination et de la gestion des camps. Ce document fournit une actualisation sur les progrès accomplis dans ces domaines en 2021 et 2022.

### **B. Actualisation dans les secteurs techniques**

#### *Moyens d'existence et inclusion économique*

Le HCR a continué à renforcer les capacités et à plaider pour l'inclusion financière des personnes déplacées de force. En 2022, la Division de la résilience et des solutions a organisé deux ateliers avec les organismes de réglementation et les institutions financières afin d'améliorer l'accès des réfugiés et autres personnes déplacées de force aux services financiers en République démocratique du Congo et en Zambie. Le HCR et le Fonds d'équipement des Nations Unies ont également finalisé une étude de marché des besoins de services financiers des réfugiés et des déplacés internes en République centrafricaine.

Le HCR a aidé la Coalition pour l'atténuation de la pauvreté à concrétiser son engagement à toucher 500 000 ménages dans 35 pays d'ici 2025, tout en visant la croissance et l'inclusion dans les programmes nationaux. Un test de contrôle aléatoire d'un programme de l'Approche graduée effectué en 2022 au Mozambique par la *London School of Economics and Political Sciences* et le HCR a révélé l'existence de changements positifs dans le revenu des communautés d'accueil et des réfugiés par rapport au groupe de contrôle (jusqu'à 85 % d'augmentation pour les ménages de la communauté d'accueil et 61 % pour les réfugiés).

Le HCR met l'accent sur l'inclusion des réfugiés dans des programmes agricoles modulables, respectueux de l'environnement et axés sur le marché dans le monde entier. La Banque mondiale et le HCR ont introduit l'entomoculture (élevage d'insectes), approche innovante, peu coûteuse et écologique, pour l'alimentation ou la nourriture d'animaux et comme engrais, au Malawi, au Soudan du Sud et au Zimbabwe en 2022. Des recherches sur l'entomoculture sont menées par la Banque mondiale dans 13 pays d'Afrique et ont montré que cette pratique présentait un potentiel important d'augmentation des revenus et de contribution aux économies locales, et réduisait en même temps les émissions de gaz à effet de serre, protégeait les terres et les ressources en eau, et limitait les déchets.

### *Éducation*

Dans le cadre du programme « *Educate A Child* » soutenu par la fondation *Education Above All*, le HCR a scolarisé près de 150 000 enfants déscolarisés dans le primaire dans 15 opérations dans le monde entier. En matière d'enseignement supérieur, l'Initiative *Albert Einstein German Academic Refugee Initiative*, connue sous le nom de programme de bourses DAFI, a célébré son trentième anniversaire en 2022, avec près de 8 000 étudiants inscrits dans 55 pays. Le HCR continue à plaider pour une extension de l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur par tous les volets de la stratégie visant à atteindre 15 % d'inscription de réfugiés à l'université d'ici 2030 (*15by30 Roadmap*), y compris par une étude menée dans plusieurs pays sur les bonnes pratiques en matière d'enseignement technique et professionnel, par un appui technique au lancement de nouvelles modalités d'éducation dans des pays tiers, et par l'organisation d'une table ronde de plusieurs pays sur l'enseignement supérieur connecté en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Lors de la troisième Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur qui s'est déroulée en mai 2022, le HCR, plus de 20 partenaires et une délégation de 12 représentants des étudiants réfugiés ont animé des sessions en faveur de l'inclusion des réfugiés dans l'enseignement supérieur.

Le HCR a aidé les opérations-pays et les bureaux régionaux à améliorer les systèmes de gestion des données sur l'éducation afin d'accroître la disponibilité et la qualité des données sur l'accès et la participation à l'éducation, tout en répondant au besoin criant de données sur l'apprentissage.

Le HCR a travaillé étroitement avec le groupe sectoriel mondial de l'éducation en vue de renforcer les processus de coordination. Cette démarche a porté ses fruits dans l'appui fourni à la réponse à la situation en Ukraine, facilitant l'échange d'informations entre les actions menées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Ukraine.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de transformation numérique, le HCR continue à œuvrer à l'augmentation de l'inclusion numérique des réfugiés par une expansion ciblée des programmes d'éducation connectée, 58 % d'écoles publiques supplémentaires ayant reçu des investissements dans l'apprentissage numérique en Égypte, au Nigéria, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et au Zimbabwe.

### *Nutrition et sécurité alimentaire*

En 2022, le HCR a travaillé en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies afin de promouvoir les efforts visant à réduire l'émaciation des enfants par l'élaboration de feuilles de route des pays dans le cadre du Plan d'action mondial contre l'émaciation des enfants. Le HCR a communiqué des données et des analyses pour permettre d'établir un état des lieux de la sécurité alimentaire et de la nutrition des réfugiés dans le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2022, analyse multipartite visant à suivre les crises alimentaires mondiales et à fournir des éléments en vue de la préparation, de la prévention et de la réponse.

La nutrition et la sécurité alimentaire des réfugiés reste une préoccupation croissante à cause de l'effet combiné de la diminution des financements humanitaires, des chocs économiques, notamment ceux provoqués par la maladie à coronavirus (COVID-19), des conflits en cours et de la restriction des droits des réfugiés, dont l'absence d'accès légal à la terre, à l'emploi, à des moyens d'existence et à la liberté de circulation dans de nombreux contextes. En 2022, le HCR a soutenu des programmes visant à prévenir et traiter la dénutrition, y compris par une gestion communautaire de la malnutrition aiguë (plus de 98 000 enfants ont été admis pour un traitement de janvier à juillet 2022 dans 11 pays) ; à promouvoir et à protéger l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ; à fournir des évaluations, des orientations et un appui nutritionnels pour les groupes vulnérables identifiés, notamment les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les personnes souffrant de maladies chroniques, comme celles atteintes du virus d'immunodéficience humaine (VIH).

Le HCR a étendu sa collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), notamment par le Pôle conjoint HCR/PAM, ainsi que par des évaluations et des analyses conjointes pour aider à mettre en place une assistance alimentaire ciblée et soutenir les efforts collectifs visant à favoriser l'autonomie et l'inclusion à long terme. L'appui

apporté par le Pôle à plusieurs pays, notamment la Jordanie, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda et la Zambie, s'est traduit par une base de connaissances croissante sur les vulnérabilités des réfugiés et les stratégies permettant de s'assurer que les plus vulnérables reçoivent une assistance. Le Pôle a dirigé des formations conjointes sur le ciblage de l'aide aux niveaux régional et mondial, afin de renforcer les capacités et les connaissances des organisations.

#### *Assistance en espèces*

En 2021, le HCR a fourni 670 millions de dollars E.-U. en espèces, dont 95 % non liés une affectation spéciale, à 9,3 millions de personnes dans 100 pays. L'Organisation utilise de plus en plus l'assistance en espèces dans les contextes d'urgence. Les plus grandes opérations dans lesquelles le HCR a dispensé cette forme d'assistance sont l'Afghanistan, le Burundi, l'Égypte, le Grèce, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, le Mexique, la République démocratique du Congo, la République islamique d'Iran, la Somalie et le Yémen. En réponse à l'évolution de la situation en Ukraine, le HCR a distribué des espèces à l'intérieur de l'Ukraine et à plus de 400 000 personnes en Moldova, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie.

En 2021, six millions de personnes relevant de la compétence du HCR ont pu avoir accès à des paiements numériques, dont 25 % ont été déposés sur leur propre compte bancaire ou d'argent mobile. L'accès aux comptes bancaires et à l'argent mobile sont des voies d'inclusion financière importantes. La déclaration commune des Nations Unies sur les espèces s'est traduite par l'instauration de mécanismes de transfert communs dans plus de 25 pays. Le HCR a mis en place *CashAssist*, son système de gestion des espèces, dans 31 pays. Plus de 60 pays ont effectué un suivi post-distribution en utilisant l'outil du HCR. À l'avenir, l'Organisation se concentrera sur la mise en œuvre de sa nouvelle politique sur les interventions en espèces 2022-2026, qui vise à faire des espèces une modalité essentielle de promotion de la protection et de l'inclusion, tout en assurant une coordination efficace de l'apport de l'assistance en espèces avec les partenaires.

#### *Santé publique (y compris la santé mentale et le soutien psychosocial)*

L'enquête semestrielle du HCR sur l'inclusion dans les systèmes de santé menée dans 49 pays a mis en évidence des progrès prometteurs dans l'inclusion générale des réfugiés dans les politiques nationales. Quelque 77 % incluent les réfugiés dans les plans de santé nationaux, soit une augmentation de 62 % par rapport à 2019. Tous les pays ont déclaré que les réfugiés pouvaient avoir accès aux établissements de santé primaire, 94 % aux mêmes conditions que les nationaux. L'inclusion est apparue moins forte pour les soins secondaires, 17 % des pays indiquant que les réfugiés n'avaient aucun accès ou un accès limité à ces soins, et avaient souvent besoin d'une aide supplémentaire du HCR. Cinquante-neuf pour cent des pays ont déclaré avoir un dispositif ou un système d'assurance santé national, dont 41 % incluant les réfugiés en 2021.

Le HCR s'est attaché à assurer la continuité des services et l'accès au dépistage et à la prise en charge des personnes atteintes de la COVID-19 et a confirmé la vaccination des réfugiés et des personnes relevant de sa compétence dans 153 pays. En août 2022, 10,52 millions de doses de vaccin avaient été distribuées à environ 6,08 millions de réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR dans 70 pays. Malgré ces progrès, en juin 2022, de nombreux pays à revenu faible qui accueillent des réfugiés étaient très au-dessous de l'objectif mondial de 70 % de couverture de la population en juin 2022. Le HCR continue à œuvrer de pair avec les gouvernements, les partenaires et *Access and Delivery Partnership* afin d'accélérer les déploiements nationaux et infranationaux. Le paludisme est resté une cause majeure de morbidité et de mortalité, notamment parmi les réfugiés d'Afrique subsaharienne. Le HCR a publié des orientations actualisées pour les opérations-pays afin de renforcer la prévention et le contrôle de cette maladie.

Des missions ont été menées en Pologne, en Moldova et en Roumanie pour soutenir les systèmes de santé publique ainsi que la santé mentale et le soutien psychosocial dans le cadre de la réponse en faveur des réfugiés d'Ukraine. Le HCR a déployé des hauts fonctionnaires spécialisés dans la santé publique et la santé mentale et le soutien psychosocial dans l'antenne sanitaire régionale interorganisations de Cracovie, en

Pologne, afin qu'ils travaillent avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Centre européen des prévention et de contrôle des maladies à élaborer des outils, combler les lacunes et fournir un appui technique.

La collaboration avec l'OMS, l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur la finalisation du Dispositif de services minimums de santé mentale et de soutien psychosocial pour les situations d'urgence se poursuit, avec une date de publication prévue fin 2022. Le consortium *Scaling up Psychological Interventions with Syrian Refugees (STRENGTHS)*, qui existe depuis six ans, a été finalisé dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, et en Europe. Les conclusions montrent premièrement que de brèves consultations, menées par des non-spécialistes formés, y compris par les réfugiés eux-mêmes, peuvent réduire l'anxiété et la dépression chez les réfugiés (avec des résultats positifs en Jordanie et aux Pays-Bas), et deuxièmement, que le respect du traitement est un problème majeur.

Des pays, dont le Cameroun, l'Éthiopie, le Niger, l'Ouganda et le Tchad, ont reçu une aide pour mettre en place des interventions à fort impact sur la santé, comme la formation et la désignation de travailleurs de santé de la communauté chargés de procéder à des visites à domicile des nouveau-nés ; et l'apport d'une aide à la formation de prestataires de santé pour gérer les complications obstétricales. Ces efforts ont contribué à sauver des vies de mères et de nouveau-nés, et à renforcer les systèmes communautaires et de santé. Les orientations opérationnelles pratiques fondées sur des éléments concrets en matière de santé maternelle et du nouveau-né ont été actualisées. Elles visent à mieux prévenir et gérer les complications courantes, qui représentent les principales causes de décès des mères et des nouveau-nés. Dans le cadre de la stratégie de déploiement de ces nouvelles orientations, un appui technique a été fourni aux opérations-pays et aux bureaux régionaux, notamment au Bangladesh, au Liban et dans les régions de l'Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, et de l'Afrique australe.

Le HCR a collaboré avec le FNUAP afin d'étendre la portée de ce dispositif de formation conjoint, dont le but est d'améliorer la capacité des personnels en matière de programmation, de suivi et d'évaluation des activités liées à la santé sexuelle et reproductive.

En tant que coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le HCR a travaillé avec ses partenaires à l'intensification des services. Vingt-six opérations-pays du HCR dans cinq régions ont reçu des financements pour mettre en œuvre une programmation fondée sur des éléments concrets visant à améliorer la prévention, le traitement et la prise en charge du VIH (y compris la prévention de la transmission de la mère à l'enfant et les soins de pédiatrie), à renforcer les réponses communautaires, à améliorer l'intégration dans les soins de santé primaire et à promouvoir l'égalité entre les sexes. Des données désagrégées en fonction du sexe et de l'âge soulignent les différences d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et de prise en charge des personnes atteintes du VIH. Quelque 73 % des enfants et des adolescents de moins de 18 ans qui suivent un traitement sont de sexe masculin. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour comprendre et éliminer les obstacles auxquels se heurtent les adolescentes pour avoir accès à un traitement.

Le HCR a aidé à améliorer la collecte de données sur la santé, notamment en pilotant avec succès la base de données d'orientations vers les services médicaux en ligne au Bangladesh, en Malaisie et en République-Unie de Tanzanie ; et en fournissant un appui à l'enquête sur l'accès à la santé et le recours aux soins de santé au Pakistan, ainsi qu'à la mise en œuvre du nouvel outil de déclaration des cas de COVID-19 et de vaccination lié à un tableau de bord interactif en ligne. En outre, le HCR a continué à renforcer le suivi de routine en améliorant la plateforme intégrée d'informations sur la santé des réfugiés. Des formations à distance ont été organisées pour le personnel du HCR et des partenaires dans 10 pays. Le HCR encourage le recours à l'enquête sur l'accès à la santé et le recours aux soins de santé afin de faciliter l'accès aux informations sur la santé des réfugiés en milieu urbain.

*Énergie, environnement, abris, et eau, assainissement et hygiène*

Le HCR a fourni l'accès à l'énergie pour la cuisine, l'éclairage et les installations communautaires pour 2,7 millions de personnes dans 26 pays. L'Organisation a mis en œuvre des programmes dans 18 pays, renforçant la cuisson propre dans neuf pays, tout en lançant le Fonds de protection environnementale des réfugiés afin d'investir dans des programmes à long terme de reforestation et de cuisson plus propre dans les situations de réfugiés exposées aux aléas climatiques. Dans 14 pays, les programmes du HCR ont fourni un accès à des services élémentaires d'éclairage et de connectivité, y compris par l'achat de plus d'1,3 million de lanternes et de lampadaires solaires pour les personnes relevant de la compétence du HCR et les communautés d'accueil.

Fin 2021, le HCR avait équipé de pompes solaires 192 forages producteurs d'eau, soit près de 40 % de tous ses forages dans le monde entier. Pour accélérer le passage des forages au solaire dans les sites qui accueillent des réfugiés, le HCR a mis en place *Project Flow* en 2021. Cette initiative utilise un mécanisme de financement renouvelable pour aider à équiper de pompes solaires les systèmes de pompage de l'eau et vise à équiper 180 forages de tels systèmes ces 10 prochaines années. Le recours à des pompes solaires présente des avantages financiers car il permet de réaliser des économies et s'avère bénéfique pour l'environnement, évitant jusqu'à 380 000 tonnes d'émissions de CO2 sur 15 ans en passant des combustibles fossiles à l'énergie solaire.

En collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le HCR a fourni des orientations contextuelles spécifiques pour faciliter la mise en place de zones d'installation d'urgence ou prolongées par des analyses géospatiales et hydrologiques des sites. De telles initiatives ont été menées dans 27 zones d'installation dans 15 pays, et ont bénéficié à plus de 1,65 million de personnes.

Conformément à la Stratégie opérationnelle pour la résilience climatique et la préservation de l'environnement 2022-2025 du HCR, de nouvelles spécifications et de nouveaux processus respectueux de l'environnement ont été appliqués pour la conception de nattes de couchage standard et à usage multiple. Environ 90 % d'eau en moins sont utilisés pour la fabrication de nattes recyclées par rapport aux nattes fabriquées à partir de matériaux neufs, économisant 15,3 litres d'eau par natte lors de la production. Le caractère respectueux de l'environnement des unités de logement des réfugiés a été analysé dans six opérations, et des travaux supplémentaires ont été effectués afin d'améliorer l'unité de logement standard des réfugiés en utilisant des matériaux locaux.

Par l'intermédiaire du Pôle technique de Genève, établi en 2021 avec l'Agence Suisse pour le développement et la coopération, le HCR collabore avec des experts et des universitaires suisses afin de fournir un appui technique aux opérations pour des problèmes techniques complexes et de renforcer leurs capacités. Le Pôle technique de Genève est notamment à l'origine de la création et de l'utilisation de l'outil de Cartographie rapide du potentiel en eau souterraine, méthodologie qui accroît fortement la probabilité de trouver des sources d'eau durables et a été utilisé pour 13 opérations en faveur de réfugiés à ce jour.

*Groupe sectoriel mondial des abris*

En 2021, le HCR a dirigé 19 des 31 groupes sectoriels ou mécanismes analogues. Les groupes sectoriels des abris dirigés par le HCR ont fourni un abri et des articles non alimentaires à plus de 10,6 millions de déplacés internes grâce à 470 partenaires dans des situations de conflit, soit 54 % de tous les déplacés internes ayant bénéficié d'une telle assistance dans le monde entier. L'assistance liée à une affectation spéciale a également permis au groupe sectoriel de mobiliser les efforts collectifs afin d'apporter des réponses humanitaires plus respectueuses de l'environnement et du climat en matière d'abris et de zones d'installation.

Le groupe sectoriel a procédé à un examen de son travail de gestion des informations et a élaboré sa boîte à outils d'évaluation et de gestion des informations. En 2021, le groupe sectoriel mondial des abris a augmenté sa capacité avec de nouveaux points focaux pour la prévention de la violence sexiste, ainsi que pour le plaidoyer et l'analyse ; avec un coordonnateur de groupe sectoriel itinérant ; et un fonctionnaire itinérant chargé de la

gestion des informations. Globalement, l'appui aux groupes sectoriels de terrain, y compris les missions et l'appui à distance, a totalisé 774 jours.

*Groupe sectoriel de la coordination et de la gestion des camps*

En 2021, plus de 12 millions de personnes ont bénéficié de plans de réponse humanitaire mis en place par le groupe sectoriel et les mécanismes analogues dans 22 opérations. En 2021, deux nouveaux groupes sectoriels et un groupe de travail ont été activés, tandis que deux groupes sectoriels supplémentaires ont été activés en 2022. Globalement, le HCR dirige et codirige 18 groupes sectoriels et mécanismes analogues.

La stratégie du groupe sectoriel mondial pour la coordination et la gestion des camps a été révisée et actualisée en 2021 afin de couvrir les années 2021-2023. En 2022, le groupe sectoriel mondial a pu tenir sa réunion annuelle physiquement, avec plus de 100 participants, des tables rondes étant diffusées pour ceux qui ne pouvaient pas être présents en personne.

Le travail de renforcement des capacités et de coaching du groupe sectoriel s'est poursuivi, avec le recrutement de deux fonctionnaires supplémentaires pour aider à atténuer les risques liés à la violence sexiste. L'équipe du groupe sectoriel s'est également employée à revoir et à actualiser la boîte à outils du groupe sectoriel en matière de coordination, afin de mieux aider les groupes sectoriels au niveau des pays.

---